

# Syndicats : la possibilité d'un renouveau

samedi 18 mars 2006, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : décembre 2005).

## Sommaire

- [Changer par le bas](#)
- [Changer par le haut](#)
- [Coopération, addition, associa](#)

L'actualité bouge vite, sur le plan social, syndical, politique. Réfléchir à l'avenir du syndicalisme en mettant en avant ce qui a évolué positivement en 2005, notamment autour du rassemblement de forces diverses-dont des équipes syndicales CGT, Solidaires, FSU- qui ont conduit à la victoire anti-libérale du 29 mai, est le point de départ de cet article. Mais ce choix -partir des éléments positifs-ne saurait faire oublier le poids des reculs de longue période, des défaites avec luttes (retraites-EDF-GDF) ou sans luttes (assurance-maladie 2004). Les nombreux points de confrontation aigüe de l'automne 2005 (4 octobre sans suites, défaite SNCF, crise des banlieues révélatrice du vide laissé derrière lui par le mouvement ouvrier) sont sous nos yeux. La bataille est là. Le sentiment existe qu'une course de vitesse est engagée.

Pourtant, l'irruption au printemps 2005 d'un pôle syndical convergent autour du combat contre la Constitution européenne, en liaison avec des forces politiques et associatives, est un fait prometteur. De même que le rassemblement d'équipes syndicales qui, dans la CGT, ont osé mettre le secrétaire général en minorité sur cette même question, lors du Comité confédéral national de février 2005 (réunissant les secrétaires d'unions départementales et de fédérations). Un peut partout en France, les responsables syndicaux de la FSU, de Solidaires, et de structures CGT importantes (SNCF, 93...), ont tenu des meetings communs sur une question éminemment politique, engageant fortement l'avenir. Qui aurait pensé cela possible il y a un an ? La question est donc posée : est-ce là une lueur qui va s'éteindre très vite, trop faible pour résister au poids des appareils (CGT) ou trop chétive face à l'ampleur des problèmes qu'il faudrait résoudre pour donner un vrai débouché syndical à cette esquisse de renouveau ? Quels sont donc les obstacles à franchir et les problèmes de fond à résoudre pour aller de l'avant ?

Dans un livre récent : *Syndicalisme : lendemain de crise ?*, Jean-Marie Pernot, chercheur à l'Institut de recherche économique et sociale (IRES), pose un certain nombre de questions pertinentes. Son point d'interrogation sur les « lendemains » possible d'une crise donne à penser qu'il croit l'hypothèse plausible, mais que les problèmes sont sérieux. Le livre démarre avec l'échec de 2003 sur les retraites. Il ose nommer les choses par leur nom : « *un échec lourd de conséquences* ».

D'un certain point de vue, un autre livre récent (*Demain le changement* [1], signé Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la CGT, et responsable du dossier retraites), qui se présente comme un « Manifeste pour un nouveau syndicalisme » ne dit pas autre chose, quoique sous une forme beaucoup plus atténuée. La CGT, au centre des luttes de 2003, et en grande partie responsable de la stratégie syndicale mise en œuvre, s'est refusée officiellement à parler d'échec après le vote de la loi Fillon. Elle a voulu entretenir l'idée que sa stratégie n'avait certes pas inversé le choix du gouvernement, mais que celui-ci avait quand même « *perdu* » ( ! ) en refusant d'écouter la voix de la réforme CGT proposée, et en imposant la sienne par le Parlement. J.C. Le Duigou parle cependant « *de paralysie assurée* », aboutissant finalement aux « *solutions les plus inégalitaires* » si se

maintient dans le syndicalisme le choix entre la stratégie CFDT du 15 mai 2003 (accepter la contre-réforme Raffarin au point le plus élevé du conflit, juste après le 13 mai), ou... un bon compromis CGT, mais qu'il ne définit jamais précisément.

Raffarin a certes perdu les élections de 2004, mais sa contre-réforme est maintenant installée dans le rapport des forces social et dans la loi . La pente sera difficile à remonter.

A bien lire Jean Marie Pernot, il semble que le syndicalisme contemporain, malgré des capacités maintenues de fédérer des actions interprofessionnelles importantes (printemps 2003, 10 mars 2005, 4 octobre 2005), apparaît comme vite épuisé à leur fournir un horizon, ou des objectifs clairs, permettant un cumul d'expériences et l'auto-entretien d'une vague sociale, arrachant au passage des acquis revendicatifs. Comme cela a pu être le cas dans la séquence 1960-1978 (naissance CFDT, accords d'unité avec la CGT en 1966, 1968...), achevée en 1978-1981. La description d'« *une légitimité sans puissance* » du syndicalisme, nous paraît juste. Elle signifie que le syndicalisme n'est certes pas mort, mais que son corps paraît vieillir plus vite que sa capacité de régénérescence par des cellules neuves. Le syndicalisme est donc tout à la fois en retard sur l'évolution profonde de la société salariale, et à contre-temps de la guerre de mouvement fébrile imposée par l'offensive libérale (exemple criant : incapacité à réagir collectivement à l'offensive Villepin sur le Contrat nouvelle embauche en juin 2005).

Pourtant des « cellules neuves » existent. Les chocs traumatiques, les véritables saignées, des années 1980-1990, où les effectifs CGT ont baissé de deux tiers (et où la question de sa survie était posée en interne et publiquement), où l'ensemble du champ syndical a au moins chuté de moitié, semblent en partie réparés. Depuis dix ans environ, c'est-à-dire depuis 1993-1995, la demande syndicale semble à nouveau frapper à la porte des organisations. Deux études, très distinctes dans leur méthodologie, en attestent en aboutissant à des résultats concordants. D'une part, le baromètre CSA qui depuis 1993, à la demande CGT, enregistre la courbe de confiance dans les syndicats, fait état d'une montée quasie continue (+ 15% en 12 ans), atteignant 54% d'opinions positives en 2004 (contre 36% en 1993), même si des variations existent et si chaque syndicat est perçu un peu différemment. Régulier et annuel, ce baromètre permet donc des comparaisons.

D'autre part, la Dares (Direction de l'animation et de la recherche, des études et de statistiques au ministère du travail), sous la plume de Thomas Amossé, publie en octobre 2004 une étude sur « la fin du recul syndical » : « *Depuis le début des années 90, le recul des syndicats de salariés, amorcé au milieu des années 70, a été endigué. Les effectifs syndicaux se sont stabilisés sur la dernière décennie* » (évalués à 1 845 000 syndiqués tout compris, soit 8,2% de la population active, ce qui maintient ce taux au rang de bon dernier des pays développés).

Un travail réalisé en 2004 par Sophie Bérout (chercheuse en sciences politiques, et notamment sur le syndicalisme- Université Lyon 2) pour le Centre confédéral « jeunes-CGT », montre même un potentiel réel d'intérêt des jeunes salariés vers le syndicalisme, contrairement à des clichés répandus : « Le baromètre CSA pointe une cote de confiance envers la CGT plus élevée chez les 18-24 ans, les 25-34 ans, que chez leurs aînés ». Les jeunes attendent même d'être « démarchés » et que le syndicalisme « vienne les voir », même si ensuite, ils peuvent être déçus par des pratiques archaïques, et donc enforcer le constat d'un « décalage entre intentions et comportements réels ».

Enfin, la décennie 1995-2005 est aussi celle de l'apparition et de la consolidation de formes syndicales nouvelles, à travers le nouveau souffle du syndicalisme non confédéré. C'est l'émergence sur la scène syndicale des SUD et du regroupement interprofessionnel « Solidaires », à partir du noyau originel de SUD PTT et de SUD Santé-social (apparus à la fin des années 1980) et de certains syndicats du Groupe des dix . C'est aussi la scission de la FEN de 1992-93 aboutissant, à l'inverse du plan initial de ceux qui l'ont provoquée, non pas à un vaste champ syndical « réformiste » disputant

l'hégémonie CGT (projet du milieu des années 1980), mais à la montée majoritaire et dynamique de la FSU (600 000 personnes contre la révision de la loi Falloux en janvier 1994 !). Cependant, les énergies nouvelles et les forces vives qui propulsent ces forces syndicales, sont à l'œuvre dans tout le salariat et donc ne demandent qu'à s'exprimer aussi à l'intérieur des confédérations traditionnelles orientées vers l'action, et notamment la CGT.

Nous sommes bien, pour aller vite, dans une phase de renouveau possible. Alors, malgré ces inclinaisons et ce besoin de syndicalisme, comment passer de la fin possible d'une crise à un véritable reconstruction ? La réponse nous paraît être triple : le syndicalisme doit modifier de fond en comble son rapport au salariat, donc son enracinement dans le travail et les pratiques à construire sur ce terreau social « primitif » qui fonde sa légitimité. Mais il doit aussi, pour l'horizon de son combat, offrir un projet d'émancipation sociale anti-capitaliste, en synergie avec les forces associatives, et les mouvements politiques dont c'est le « cœur de métier ».

Autrement dit, le syndicalisme doit assumer sa fonction politisante, pour peu qu'elle soit respectueuse de son cadre collectif et se diversité, et donc sans rien céder à son indépendance de débat et de propositions. Mais cette fonction politisante implique, pour ne pas recopier les modèles passés et échouer, une définition nouvelle du mode de collaboration avec le monde politique, dont la campagne référendaire du printemps 2005 a sans doute fourni l'esquisse. Enfin, le syndicalisme (mais la place nous manque pour en parler ici suffisamment) doit également être en capacité de franchir les frontières, et de synthétiser les cultures revendicatives nationales, afin de répondre à la hauteur du défi programmatique de la mondialisation, et au moins de sa variante européenne, qui imprime sa marque quasi-quotidienne aux questions sociales.

## **Changer par le bas**

Nous appelons par commodité « changer par le bas » le rapport au travail, au prolétariat au sens large, impliquant la féminisation (presque 50% en moyenne, même s'il y a de fortes disparités), la présence des immigrés, des privés d'emploi, des secteurs techniciens très qualifiés, aux côtés de jeunes en formation ou en sas de précarité. Mais le rapport bouleversé au travail se vit aussi au quotidien dans la transformation concrète des métiers, des savoir-faire, et des pratiques sociales : vie de quartier (banlieues !), exigences de consommation, de protection de santé (physique et psychique) et d'environnement, un besoin de vie culturelle, de temps d'éducation des enfants, de reconnaissance sociale générale, de dignité humaine (respect !).

Nous ne ferons qu'esquisser les thèmes et les problèmes, tant ils sont vastes. Ils participent d'ailleurs d'une nécessité plus générale pour tout le mouvement ouvrier : le monde de 2005 n'est plus celui de 1848, ni celui de la naissance CGT de 1895, ni celui de 1917-1920, ni 1936, ni 1945. Trivialité ? Peut-être. Encore faut-il en saisir vraiment les implications. Nous sommes toujours dans le rapport salarial capitaliste, mais celui-ci modèle et remodèle sans cesse les classes et les groupes, lesquels ne restent pas inactifs, et agissent. 1968 marque par exemple l'irruption massive de l'individualité ouvrière sur la scène sociale. A ne pas confondre avec l'individualisme libéral des années 1980, qui montre comment la classe dominante essaie elle aussi de récupérer l'autonomie recherchée dans les pratiques sociales. Tout ceci ne peut pas ne pas d'effets sur les modes collectifs d'organisation.

Parmi ces thèmes à défricher, une des questions les plus difficiles et les plus lourdes d'enjeux pour le long terme est sans doute l'évolution des métiers, des qualifications (pour les uns, déqualifications pour d'autres), et ce que cela peut changer dans l'expression revendicative et les modes d'organisation syndicale efficaces. Le syndicalisme de métiers a correspondu à une phase du

capitalisme, le syndicalisme des grandes industries nationales publiques ou privées (disons 1910-1936 à 1950-1975) à une autre phase. Nous faisons nôtre cette remarque de Jean-Marie Pernot (livre cité plus haut) : « *L'évolution en cours impose une révolution dans les modes d'organisation du syndicalisme plus importante encore que le passage du métier à l'industrie au début du XX<sup>e</sup> siècle* ».

Certes, le taylorisme n'est pas mort. Pire, le despotisme du travail dominé est encore plus sophistiqué qu'avant. Mais il est obligé de composer avec l'élévation culturelle générale, avec l'individualité et l'initiative personnelle qu'il veut récupérer. Le syndicalisme doit s'investir dans une recherche d'élaboration de revendications appuyées sur l'épaisseur de la vie quotidienne dans l'atelier ou le service, et non pas sur une certaine vision trop abstraite du salarié lambda. La féminisation des exigences nécessite ainsi une expression revendicative qui intègre à la fois toutes les conditions de travail et de vie, y compris dans les rapports interpersonnels, autour desquels les femmes chercheront plus volontiers l'utilité syndicale, à la différence d'hommes trop habitués à un statut d'évidence de leur place sociale, et dont le rapport aux normes sociales est aujourd'hui fragilisé (insécurité ou angoisse).

La CGT et son secteur « santé au travail » ont livré des élaborations collectives, en lien avec des médecins du travail, des chercheurs sur les conditions de travail (par exemple sur la psychodynamique du travail). Des propositions émergent sur la compensation collective des pénibilités du travail pour le droit à la retraite, dont on vu en 2003 qu'il était en partie détaché des préoccupations de jeunes, ou à l'inverse des salariés âgés et usés dans les usines, et à qui la hiérarchie fait comprendre qu'ils ont fait leur temps, ou au contraire, plus récemment, qu'ils ont une place (pour cotiser encore après 55 ou 60 ans), mais subalterne (« contrats vieux » du Medef).

La fragmentation des structures de production et des entreprises, par soustraction en cascade, intégrant des mises en concurrence d'entreprises ou d'ateliers sur des sites autour d'une « maison-maître », nécessite aussi des formes syndicales nouvelles, expérimentées à Saint-Nazaire avec le syndical multiprofessionnel du chantier naval, ou encore à Citroen Aulnay (93), où la « CGT Citroen » syndique directement des salariés de soustraitants « non Citroen ». Tout ceci bouscule les routines syndicales, les vieux statuts organisationnels, les circuits financiers (voir les débats de la CGT pour son 48<sup>e</sup> congrès), etc.

Il faudra viser au total à un syndicalisme qui reconstruit des repères revendicatifs, partant du « professionnel », débouchant sur l'interprofessionnel, c'est-à-dire la visibilité politique. Car la tendance actuelle, devant cette tâche immense et cet éclatement objectif du prolétariat, c'est d'abandonner la revendication collective au profit d'une « démarche » : fourniture d'analyses économiques, parfois fouillées, mais plus de « mots d'ordre » confédéraux. Exemple : on parle beaucoup des salaires depuis janvier 2005, mais aucune condédération n'avance de revendications nationales, pas même sur le SMIC, dont les repères sont gardés au chaud dans les tiroirs ! La précision est donc laissée au terrain (et, au moins pour la CFDT, à l'échange de petits avantages partiels contre de grands reculs de principe), donnant ainsi raison à un argument clef du Medef : plus on est proche de l'entreprise, plus on peut négocier utilement, à la limite par contrats individuels différenciés. « Démocratie sociale » ! proclame le Medef, cherchant là aussi à récupérer à son profit le besoin démocratique de base. Conclusion patronale (et Sarkozy se veut la pointe avancée idéologique de cette entreprise) : le vieil ordre public social -« étatique »- est à démanteler.

Il est au contraire à reconstruire, refonder ! Et c'est une ambition hautement politique.

## **Changer par le haut**

La fonction politique du syndicalisme est un vaste sujet. Elle a déclenché les polémiques les plus vives dans les dernières années CGT, jusqu'au fameux CCN de février 2005, qui avait cette question au cœur du débat, et qui l'a toujours pour le 48<sup>e</sup> congrès de 2006. Mais la CGT n'est pas la seule organisation récemment traversée par ce problème. On sait que l'anti-communisme et l'apolitisme (souvent son double) font partie de l'identité historique de Force ouvrière, qui tente peut-être aujourd'hui de mettre davantage en avant la problématique de la République (car les temps ont changé, à l'Est !).

La direction CFDT a « résolu » la question en acceptant le cadre général indépassable du capitalisme (certains diront plus pudiquement : l'économie de marché), et de la mondialisation qui est une « réalité », même s'il faut en corriger les excès. C'est pourquoi il ne faut pas « *diaboliser la droite* », disait-on à l'époque de Nicole Notat (le ton arrogant change un peu après la crise de 2003). A l'opposé, la FSU et le syndicalisme dit non confédéré (Union Solidaires, comprenant les SUD), est lui aussi traversé par une forte interrogation sur le rapport au politique.

Jean-Christophe Le Duigou brosse une typologie assez bien synthétisée des diverses réponses historiques, sur les rapports entre action syndicale et champ politique. Il dégage « *trois modèles* » : « *Le modèle travailliste à l'anglaise fait du parti le prolongement du syndicat, dans une conception lobbyiste ; le modèle social-démocrate- dont la conception communiste est une branche- constitue de vaste galaxies où syndicats et associations sont subordonnées au parti ; enfin, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires avaient rejeté les partis et considéré que le syndicat se suffisait à lui-même* ». Le qualificatif de « lobbyiste » pour la Grande Bretagne nous paraît méprisant et erroné historiquement, même si l'évolution a bien été celle-ci. Mais ce terme dévalorisant de « lobbyisme anglo-saxon » est peut-être une indication volontairement outrée de ce que Jean-Christophe Le Duigou ne veut pas voir, ou plus voir : que les syndicats se mêlent de représentation politique générale des intérêts du monde du travail. Or, c'est bien cette ambition qui était le vecteur originel positif, au début du 20<sup>e</sup> siècle en Grande Bretagne, de la construction du Labour ou « Parti du travail » sous la poussée du syndicalisme.

Nous pourrions citer aussi, dans la même veine, la Charte d'Amiens (le centenaire est en 2006), référence « fondatrice » (J.M. Pernot) du « syndicalisme à la française ». Elle dit ceci : l'amélioration quotidienne des conditions du travail « n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». Elle propose également l'horizon de la « disparition du salariat et du patronat ». L'utopie syndicale de 1906 est-elle ringarde ? Non. Il faut certes l'actualiser et la préciser, mais pas la jeter pour pertes et profits. Il est vrai que l'expérience stalinienne (comme le rappelle Le Duigou) a pu être tentée (années 30) d'abolir le capitalisme par décret, et qu'elle a effectivement, en réalité, remplacé la dictature bourgeoise par celle du parti et du secrétaire général. Toutes les organisations passées par le moule stalinien, et la CGT l'a payé très cher, sont donc tentées d'évacuer le bébé de l'utopie anti-capitaliste, avec l'eau sale de la soumission hiérarchique au Parti-état. Et d'en revenir alors à un syndicalisme tiède, certes de « conquêtes sociales » (CGT : congrès de Strasbourg), mais sans ambition générale. Là est le cœur de la crise identitaire CGT.

Le Duigou est évidemment conscient du problème. Aussi un chapitre (intitulé « Au bord du politique ») de son livre fourmille d'indications sur la nécessité et le besoin pour le mouvement syndical de définir « une nouvelle approche de la politique ». Il conclut même : « *Il y a besoin, pour la vitalité même de la démocratie, que se constitue une nouvelle culture politique de l'alternative, distincte de la tradition socialiste, qui a subordonné le syndicalisme à la visée politique* ». A ce stade de la lecture, tout syndicaliste CGT qui a vécu la bataille interne du référendum constitutionnel

européen, et l'acharnement brutal du duo Thibault-Le Duigou pour la que la CGT ne prenne pas position (voir, pour certains, approuvent), ne peut qu'être interloqué. Car au nom de qui parle Le Duigou ? Son livre se veut un « Manifeste syndical ». J.C. Le Duigou livre-t-il des leçons en tant que dirigeant syndical qui aurait la nouvelle vérité de la politique, contre une base tentée par d'autres sources moins nobles ? Mais d'où sort-il son élaboration et ses certitudes ? Certainement pas des congrès CGT, qui certes ont redéfini le rapport aux partis, en refusant la « co-élaboration » de programmes, mais le tout dans une logique appauvrie de repli syndicalo-syndicaliste. Repli qui en définitive laisse la part belle aux logiques partidaires externes, et donc à un partage classique du pouvoir : les partis gouvernent, le syndicat revendique ou conteste. Bref, la tradition social-démocrate la plus affligeante, celle qu'on prétendait dépasser.

Le Duigou dit vouloir un autre type de rapport à la politique. C'est très bien. Mais quand le corps militant CGT, après un débat syndical sans précédent, estime que le patrimoine revendicatif CGT est incompatible avec le traité constitutionnel et avec son projet de société basé sur le tout libéral, Le Duigou dit : halte, ce n'est pas le rôle de la CGT, abstention ! Alors, double langage ? Il faudra bien que cette ambiguïté soit levée.

Sur un autre versant du syndicalisme, on se souvient qu'en 1999, un appel (signé par des syndicalistes SUD, CNT, CGT, ...) était paru pour « l'autonomie du mouvement social ». Ce texte disait entre autre : « *Nous affirmons le choix de l'autonomie du mouvement social, c'est-à-dire de l'ensemble des mouvements sociaux sous leurs formes diverses... Ce qui repose la question de l'indépendance de ces structures vis-à-vis du gouvernement et des partis, et du refus des simagrées de prise en compte des mouvements sociaux, des tentatives de récupération de toutes sortes, avec des détournements de personnes dans des fonctions péri-gouvernementales ou sur des listes de candidatures électorales* ». Il poursuivait : « *...à partir d'un position de pleine autonomie, dégagée des préoccupations de gestion du système et des institutions...le mouvement social pourra, selon nous, s'immiscer dans le débat et imposer d'autres choix aux décideurs économiques* ».

Le point de départ de cet appel était fort compréhensible. En pleine crise de gestion de sa participation catastrophique au gouveremnt Jospin, le PCF de Robert Hue était en train de coopter grossièrement sur sa liste européenne des syndicalistes ou des militants associatifs, en faisant passer cette opération pour une coopération entre la politique et l'apport du mouvement social. Il fallait évidemment dénoncer cette mascarade : le PCF était ultra-dominant dans l'opération et les syndicalistes étaient présents en faire valoir, comme la CGT l'a pu l'être pour le PCF autrefois. Pourtant, un vrai problème était posé. Et la réponse purement « autonome » de cet appel pose problème. Elle a certes le mérite de dire que le syndicalisme, le mouvement social, posent des questions de fond, et font de la politique au sens le plus noble. Nous en sommes d'accord : même si le parti se construit d'emblée sur le terrain des réponses politiques et progammatiques générales, cela ne lui donne aucune fonction hiérarchique particulière, ou un statut particulier de vérité. Les partis peuvent se tromper, les mouvements de lutte peuvent être en avance sur les partis. Exemple historique : les soviets et le parti bolchévik après 1905. Ou plus récemment : les mouvements féministes.

Mais inversement, le mouvement social ne saurait se contenter d'être extérieur à la lutte politique, et de laisser la politique, ni au sens de projet, ni au sens de lieu du pouvoir (la « gestion ») aux autres. Comme le concluait aussi implicitement la Charte d'Amiens dans le compromis célèbre : le syndicat « *n'ayant pas à se préoccuper des partis* », ni les militants politiques à introduire leurs idées dans le syndicat. Nous retrouvons là une forme inversée de la logique de séparation des rôles, certes à partir d'un projet cette fois anti-capitaliste (comme la Charte d'Amiens de 1906), mais qui maitient deux lignes parallèles, sans intersection, entre l'action des partis et l'action syndicale.

## Coopération, addition, association

Il reste à tracer des pistes de propositions pour décrire un nouveau paradigme : le brassage nécessaire entre la production politique issue des luttes sociales et syndicales et celle dévolue traditionnellement aux partis.

La dimension internationaliste et européenne, à peine évoquée, doit cependant nous contraindre à un raisonnement supplémentaire, ajoutant à ceux du début du 20<sup>e</sup> siècle. La dimension pratique réelle du projet politique de rupture restait à cette époque- et ce n'était pas contradictoire avec une forte visée internationaliste dans les intentions, les proclamations, et parfois dans les actes- délimitée dans un espace : l'Etat-nation. Non pas forcément au sens de repli national, mais de dimension collective de l'action politique aisément appropriable par le mouvement ouvrier, par le collectif. Cette dimension est d'ailleurs loin d'avoir disparu (y compris en Europe), mais elle ne suffit plus. Comme le dit régulièrement le politologue Stéphane Rozès, « l'Etat se retire » comme acteur politique de régulation, au profit d'une mondialisation sans horizon visible. L'élaboration politique et programmatique doit être capable de franchir cette frontière, sous peine de rester claudiquante, inachevée. Ce qui ne signifie pas non plus, inversement, que toute frontière est maintenant évanouie, certaines piques de rappel le font régulièrement sentir avec force. Le mouvement altermondialiste est dans ce cadre une esquisse, précieuse même si elle est fragile, pour aller de l'avant.

Une fois ceci rappelé (et c'est tout un programme), il faut toujours préciser que « la politique » est un mot à plusieurs sens. Au moins deux :

- c'est un projet, un programme pour la Cité, pour l'intérêt général, porté par le mouvement d'émancipation sociale et politique ;
- c'est aussi un lieu de représentation, de pouvoir, un champ de forces issu des confrontations sociales.

Le parti se situe d'emblée sur ces deux dimensions. Le syndicat, les mouvements sociaux, conquièrent, par leur action, une compétence sur la première dimension, mais ne peuvent évacuer la deuxième, sous peine de déléguer éternellement la question du pouvoir à des forces spécialisées, professionnalisées et distinctes de l'auto-organisation sociale au sens large.

Autrement dit, il faut que les mouvements sociaux deviennent des mouvements politiques. Et il faut que les luttes politiques se matérialisent dans des forces sociales agissantes.

La solution qui s'expérimente par tâtonnements depuis quelque temps- disons une dizaine d'années dans de multiples mouvements, dont le dernier est le Mouvement du 29 mai en France- n'est évidemment plus dans la subordination des syndicalismes à la vérité des partis, ni dans la mise à la remorque du « politique » derrière l'unique légitimité des luttes (autonomie autosuffisante des luttes, ou syndicalisme révolutionnaire). Elle est dans la coopération agissante, l'association voulue et contrôlée sur des projets, et en même temps l'indépendance préservée de chacun. Ce qui passe, pour les mouvements syndicaux, par une condition (sine qua non) de fonctionnement fédératif : la démocratie pluraliste, la reconnaissance des points de vue différents, non pas réduits à la multitude des individus, mais capables de synthèses provisoires (le vieux droit de tendance), toujours résultat de pratiques collectives.

### **Note**

1. Jean-Christophe Le Duigou, *Demain le changement, Manifeste pour un nouveau syndicalisme*, Armand Colin, Paris 2005.

---

**P.-S.**

\* Paru dans la revue « Critique communiste » n° 178, décembre 2005.